

Regards croisés sur l'insertion

GENEVIÈVE FIORASO

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE:

Il faut développer l'alternance»

«**P**our améliorer l'insertion des jeunes, il faut travailler sur deux grands axes. D'abord, l'orientation. Les lycées doivent systématiquement organiser des présentations de métiers. Un nouveau service d'orientation va par ailleurs être mis en place : décentralisé, il sera au plus près du terrain. Il faut aussi mieux adapter les choix post-bac aux filières du lycée : les bacheliers professionnels doivent aller en priorité dans les STS (sections de technicien supérieur), les technologiques dans les IUT (instituts universitaires de technologie) et les généralistes à l'université – les pros y échouent 7 fois plus que les autres. Enfin, il faut revaloriser tout ce qui est technologique et professionnel. On ne peut pas vouloir réindustrialiser la France et rester avec une image aussi dégradée des métiers de la production.

«Le deuxième axe, c'est l'ouverture sur le milieu socio-économique. A peine 5% des étudiants de fac sont en alternance (7 à 8% en intégrant les écoles). C'est trop peu. Il faut développer l'alternance dès la première année. Cela permet à des jeunes rebutés par un enseignement conceptuel de poursuivre des études. Cela évite des petits boulots qui parasitent les études. L'alternance est aussi une réponse à l'inadéquation entre les besoins du marché du travail (lire page VII) – et l'offre de formations. «Les universités, grâce à la recherche, doivent par ailleurs anticiper l'évolution des métiers et les besoins en formation. Les deux premières années de licence, il faut aussi miser sur l'interdisciplinarité : le jeune sera mieux à même de s'adapter à des métiers en mutation. Enfin, il faut rendre plus lisible l'offre de formation – on a 9 000 intitulés de licences et de masters – pour les entreprises. De leur côté, elles doivent se tourner vers les universités et recruter des doctorants, un grand problème actuel.»

CATHERINE AGULHON

MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ PARIS-DESCARTES ET CHERCHEUSE AU CERLIS (1):

Les universités ne peuvent être des antennes de missions locales»

«**I**l faut être nuancé et dépasser les préjugés. L'université offre différents types de formations. En médecine ou en pharmacie, l'insertion n'est pas un problème. Il y a aussi les licences pros et les masters pros, très appréciés, où les enseignants ont des petits groupes qu'ils suivent, des réseaux qui fonctionnent et où ils accompagnent les étudiants. Les taux d'insertion en informatique ou gestion sont souvent aussi bons que dans les écoles. Enfin, même en lettres, les débouchés se sont diversifiés – avec l'édition, le journalisme, la communication, etc.

«La question à se poser est plutôt : l'université a-t-elle les moyens d'accompagner tout le monde ? Non, à moins que l'on veuille nous transformer en antennes de missions locales. L'université fait de son mieux avec ses moyens. Mais lorsqu'il y a du chômage, cela se répercute sur des personnes quel que soit le type de formation et les mécanismes d'insertion. Faut-il réduire les formations généralistes ? On le fait déjà beaucoup. Il n'y a pas de solution miracle. On ne peut tout rationaliser car nous sommes dans un monde mouvant. Mais on sait qu'une année de formation supplémentaire apporte quelque chose. L'insertion est-elle une obsession chez les jeunes ? Là encore, il faut nuancer. Il y a une grande diversité d'individus. Certains, pragmatiques, veulent s'en sortir le plus vite possible, convaincus que la concurrence sera rude. D'autres ont un projet précis. D'autres enfin veulent simplement s'ouvrir à des savoirs.»

(1) Le Cerlis est le centre de recherche sur les liens sociaux.

EMMANUEL ZEMMOUR

PRÉSIDENT DE L'UNEF:

L'apprentissage ne fera pas de miracle»

«**L'**insertion est devenue une préoccupation majeure, ce qui est légitime avec un taux de chômage de 25% des jeunes. Pour y répondre, on parle beaucoup de professionnalisation et d'apprentissage. Mais le diagnostic est mal posé. L'apprentissage est un outil de formation intéressant. Mais il ne fera pas de miracle.

Pour nous, cela passe d'abord par une revalorisation des diplômes. Nous demandons que les étudiants bénéficient, à l'université, de la même pédagogie que dans les écoles, comme les IEP (instituts d'études politiques), et dans les IUT (instituts universitaires de technologie), qu'ils soient formés à la pluridisciplinarité, au travail en groupe, à la réflexion personnelle... Les DRH cherchent des têtes bien faites capables de s'adapter.

«Pour cela, la dépense par étudiant doit augmenter et atteindre celle des écoles. C'est possible grâce à un redéploiement de moyens. On estime que seule la moitié du crédit impôt recherche [remise fiscale accordée aux entreprises qui investissent dans la recherche, ndr] est vraiment efficace – soit un peu moins de 3 milliards sur moins de 6 milliards au total. Avec cette somme, on pourrait améliorer les formations.

«Nous demandons ensuite le retour à un cadrage national des diplômes. Aujourd'hui, chacun fait ce qu'il veut et l'on se retrouve avec des licences aux contenus très différents, certaines avec 14 heures de cours hebdomadaires, d'autres avec 30 heures. Il faut que la ministre garantisse le contenu des diplômes. Il faut aussi réduire le nombre des licences, qu'elles aient toutes un socle commun de connaissances, puis que l'étudiant choisisse des options et se spécialise la dernière année.»

Recueillis par VÉRONIQUE SOULÉ



DESSIN AMÉLIE FONTAINE